

Un gouvernement averti ...

Tous les voyants sont dans le rouge

PAR THIERRY LABRO

L'Union des entreprises luxembourgeoises a publié hier matin à la Chambre de commerce la nouvelle édition de son «annuaire de la compétitivité», recueil de 104 pages qui dissèque l'économie selon vingt-quatre indicateurs. Le verdict est sans appel: une inflation et des coûts de production trop élevés, trop de chômage, notamment des jeunes, et des finances publiques qui dérapent.

«Il faudra d'abord corriger l'évolution des coûts salariaux, revoir le fonctionnement du marché de l'emploi et alléger les charges qui pèsent sur les entreprises tout en simplifiant l'environnement réglementaire.» Membre du conseil d'administration de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et directeur de la Fedil, Nicolas Soisson a vite fait de dresser le podium des trois priorités auxquelles devra s'atteler le prochain gouvernement face à «la dégradation de la situation économique sur les entreprises, les finances publiques et le système social».

Car l'état des lieux est sans appel. «Il y a eu un changement de paradigme depuis 1995. On voit qu'en 1995, l'économie européenne représentait quasiment un tiers de l'économie mondiale contre 23 % aujourd'hui, où les BRICS représentent 26 %», a expliqué Carlos Thelen. «Un nouveau paysage qui nous oblige à revoir nos stratégies d'exportation. Pour l'instant, nos entreprises exportent principalement vers l'Union européenne et surtout vers l'Allemagne. Il nous faut donc travailler sur l'innovation mais aussi sur le positionnement, pour aller chercher de nouveaux marchés en nous préparant à la concurrence, ici, de nouveaux intervenants.»

Une réglementation trop restrictive

«L'autre changement», a-t-il ajouté, «tient aux quatre facteurs: l'évolution démographique - un vieillissement qui s'accélère - une hausse de la population et une émergence de la classe moyenne; des défis technologiques comme le volume des données, la vitesse des transferts et tous les défis liés aux nouvelles technologies; les questions environnementales comme les énergies renouvelables ou le réchauffement climatique; et enfin un bouleversement des valeurs - plus de régulation et une démocratisation mondiale à la faveur des nouvelles technologies».

Il a rappelé que la 22^e place du Luxembourg en terme de compétitivité au WEF témoignait aussi de



Le nouveau secrétaire général de l'UEL, Nicolas Henckes, et le patron de la Fedil, Nicolas Soisson, ont délivré un bilan sans concession de l'état de l'économie. (PHOTO: THIERRY LABRO)

la perte de terrain par rapport à l'Allemagne, premier pays d'exportation pour le Luxembourg.

Derrière une réglementation trop restrictive du travail (25 % des personnes interrogées), premier reproche au développement au Luxembourg pour les entrepreneurs, les problèmes de qualification et d'éducation inadéquates des travailleurs (17,4 %) devançant désormais la bureaucratie publique inefficace (15,4 %), la capacité insuffisante d'innovation (11,5 %), l'accès au financement (8,5 %) et l'inflation (6,1 %).

M. Thelen a précisé que les coûts salariaux unitaires avaient bondi de 17 % entre 2008 et 2012 - le Luxembourg est désormais 20 % plus cher que l'Allemagne - tandis que les parts de marché du pays reculaient de 2 %.

Occasion de rappeler aussi que tous les indicateurs sont repassés dans le rouge à la faveur de la crise

de 2008: la croissance est passée de 4,8 % sur la période 1995-2007 à 0 % entre 2008 et 2013, la croissance annuelle de l'emploi de 4,5 % à 1,4 % et la balance courante de 10,5 % à 6,7 % tandis que l'inflation augmentait légèrement (2,5 contre 2,3), le chômage davantage (5,6 contre 3,3) et la dette publique beaucoup plus nettement encore (18,6 % contre 6,7 %). La productivité a chuté par rapport à nos voisins allemands, belges, français ou même suisses, à moins de 85 %. Et si le Luxembourg est dans la moyenne européenne au niveau du prix de l'électricité pour les industries, il paie le gaz au prix fort (près de 40 % de plus que la moyenne européenne).

Et quand on y ajoute le chômage et celui des jeunes, quatre fois plus élevé que celui des autres tranches d'âge et la dette de l'administration publique qui dépassera 25 % dès l'an prochain, il ne

reste plus aucun doute qu'il est urgent d'agir.

Fort de son diagnostic documenté, l'UEL préconise un certain nombre d'actions: réformer le financement du système social, revoir la grille des salaires, diversifier l'économie, mettre en place un plan de bataille contre le chômage des jeunes et le chômage en particulier ou encore désindexer de manière généralisée l'économie. Mais aussi «développer un mode de gouvernance horizontale» a dit M. Soisson, «parce que nombre de problématiques concernent plus d'un seul ministère». Il a aussi averti que «l'utilisation de l'impôt serait fatal à l'économie luxembourgeoise. Si les investisseurs étrangers viennent au Luxembourg, c'est aussi pour l'environnement fiscal stable qu'il propose». Une sorte de ligne rouge à ne pas franchir, «même sous la pression du résultat».

Une main d'œuvre pas correctement qualifiée

Il y a au Luxembourg quatre fois plus de chômeurs de moins de 25 ans que de la tranche d'âge suivante. Un chiffre inquiétant au regard des moyens qui sont mis dans l'éducation: avec 31.013,6 euros (en standards de pouvoir d'achat pour pouvoir comparer les pays entre eux), le Luxembourg dépense deux fois plus que les autres pays européens, selon l'indicateur n°11 de l'annuaire de la compétitivité de l'UEL.

«On ne trouve ni le nombre ni la qualité, sous-entendu de la main d'œuvre», a dit Norry Dondelinger, conseiller de

direction à la Chambre des métiers. «Parce que nous pratiquons l'orientation par l'échec. Et après deux ou trois niveaux descendant d'échec, les jeunes qui nous arrivent sont dans une spirale néfaste. Il est temps de revoir l'orientation».

Le nouveau secrétaire général de l'UEL, Nicolas Henckes, a cité cette initiative avec l'Adem et la Fédération des artisans, qui permet, dans un environnement difficile, de mettre en relation les patrons et la main d'œuvre. Dès juin 2014, ils iront un mois en formation pour

se retrouver en contact direct avec le métier qui cherche à recruter. Avant, si tout va bien, un contrat d'appui-emploi voire un apprentissage.

Le gouvernement, lui, s'était engagé dans sa stratégie Europe 2020 à porter à 66 % au lieu de 40 % au départ le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur. Sans parler de la formation tout au long de la carrière professionnelle, la meilleure arme contre le chômage restant la croissance: il en faut au moins 3 %, au Luxembourg, pour freiner ou ralentir le chômage. (T. L.)